

Les représentants des personnels du LPO Niepce-Balleure de Chalon sur Saône dénoncent la mise en place d'une nouvelle réforme du BAC Professionnel dès la prochaine rentrée. Réforme pour laquelle le Conseil Supérieur de l'Education a voté contre le 8 janvier dernier (58 contre ; 18 absentions, 0 pour). Cette réforme est pourtant parue au Journal Officiel ce samedi 03 février.

Celle-ci abaisse de 2 semaines la Période de Formation en Milieu Professionnel. De plus, même si le document du JO fait apparaître une augmentation de 29h de l'enseignement professionnel, c'est trompeur car le global (Enseignement Professionnel + Co-Intervention + Chef d'Œuvre), lui diminue de 85h.

A grand coup de renfort médiatique où le dédoublement d'une heure en maths et français est mis en avant, on oublie de dire que ce dédoublement est financé par la suppression des heures d'accompagnement personnalisé. Donc nos classes à petits effectifs non impactée par les dédoublements perdent des heures.

Nous vous laissons juge : le total d'heures dédiées aux enseignements passe de 2520 h à 2350 h soit une perte de 170 h sur trois ans (l'équivalent de 2h de cours par semaine hors PFMP).

En terminale, cette réforme va aussi imposer un parcours différencié en fin d'année scolaire dont le contenu reste encore nébuleux. Quel dilemme pour nos élèves issus de milieux défavorisés qui devront choisir entre un stage rémunéré de 6 semaines ou suivre des cours pour favoriser une poursuite d'étude !

Ce que veulent les représentants des personnels de Niepce-Balleure, c'est une formation identique pour tous les élèves afin d'aider nos jeunes à devenir des citoyens éclairés et des travailleurs ayant des connaissances suffisantes dans tous les domaines. Cela nous semblerait légitime à l'heure du manque de main d'œuvre qualifiée et de la volonté de réindustrialisation du pays.

Par la présente motion, nous vous faisons part de notre profonde inquiétude car cette réforme ne va pas dans le sens de l'élévation du niveau des élèves. C'est pourquoi nous nous opposons à cette réforme dont nous demandons le retrait.

Par ailleurs, nous sommes contre l'imposition de l'uniforme et de la généralisation du SNU à la rentrée prochaine. Ces mesures ne vont pas améliorer les conditions de réussite des élèves. L'école doit rester un lieu d'émancipation et non une publicité pour remplir les rangs de l'armée. L'argent gaspillé pour ces projets serait plus utile pour l'aide personnalisée des élèves par exemple.